



Bulletin de la

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU
PLATEAU-MONT-ROYAL

Hiver 2023 • Vol. 18, no 4 • www.histoireplateau.org

DE LORIMIER

1895-1909



L'HISTOIRE DE SON DÉVELOPPEMENT • LA FAMILLE LIONAIS
COLLECTION D'IMAGES • LES GRANDS ABATTOIRS DE L'EST
HISTOIRE DE L'HÔTEL DE VILLE • LES PRIX HOMMAGE SHP
LE PARC BALDWIN • DE LORIMIER, UN VILLAGE, UNE VILLE

SOMMAIRE

NOUVELLES DE VOTRE SOCIÉTÉ

Gabriel Deschambault 3

HÔTEL DE VILLE DE DE LORIMIER

Illustration De Marie-Josée Hudon 4

ÉDITORIAL

Gabriel Deschambault 5

COMPTE-RENDU DE LA SOIRÉE DE REMISE DES PRIX SHP

Nathalie Bandulet 6

HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT DU VILLAGE DE LORIMIER

Michel Tanguay 8

LA FAMILLE LIONAIS

Justin Bur 10

DE LORIMIER EN IMAGES

Gabriel Deschambault 12

HISTOIRE DE L'HÔTEL DE VILLE

Amélie Roy-Bergeron 14

LES ABATTOIRS DE L'EST

Jean-Claude Robert 16

L'HISTOIRE DU PARC BALDWIN

Huguette Loubert 18

UN VILLAGE, UNE VILLE, UN QUARTIER

Gabriel Deschambault 20

CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'ARCHIVES

Huguette Loubert 22

PAGE DE COUVERTURE :

L'Hôtel de Ville de De Lorimier est probablement bien connu de nos lecteurs puisque le dossier de sa restauration est au centre de l'actualité de notre arrondissement depuis plusieurs années. Ici, vers 1920 Archives de la Ville de Montréal VM 94,Z476



La Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal a été fondée par Richard Ouellet, le 8 janvier 2006, et est membre de la Fédération Histoire Québec.

La SHP est un organisme de bienfaisance, numéro 85497 1561 RR0001.



Visitez la Société d'histoire du Plateau sur Facebook

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Hiver 2023 • Vol. 18, no 4

Rédacteur en chef: Gabriel Deschambault

Correctrice: Sylvie Roy

Infographiste: Alejandro Natan

Comité du bulletin

Huguette Loubert, Justin Bur, Gabriel Deschambault.

Le bulletin est publié quatre fois par année, les 21 mars, juin, septembre et décembre.

Imprimeur: Centre de copies Papillon, 4360, avenue Papineau

Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) et Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Centre de services communautaires du Monastère

4450, rue Saint-Hubert, local 419

Montréal H2J 2W9

514 563-0623

www.histoireplateau.org

Conseil d'administration

Lorraine Decelles, présidente

Gabriel Deschambault, vice-président

Robert Ascah, trésorier

Jean Rey-Regazzi, secrétaire,

Huguette Loubert, administratrice

Ange Pasquini, webmestre

Justin Bur, Sylvie Roy,

Myriam Wojcik, administratrices et administrateurs



RUBA GHAZAL
DÉPUTÉE DE MERCIER

1012 Mont Royal E.,
#102
Montréal, Qc
H2J 1x6
514-525-8877

ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

✉ ruba.ghazal.merc@assnat.qc.ca
Suivez Ruba sur   



STEVEN GUILBEAULT
Député de
Laurier—Sainte-Marie

800 De Maisonneuve Est, Bureau 1010
Montréal (Québec) H2L 4L8
514-522-1339
Steven.Guilbeault@parl.gc.ca

NOUVELLES DE VOTRE SOCIÉTÉ

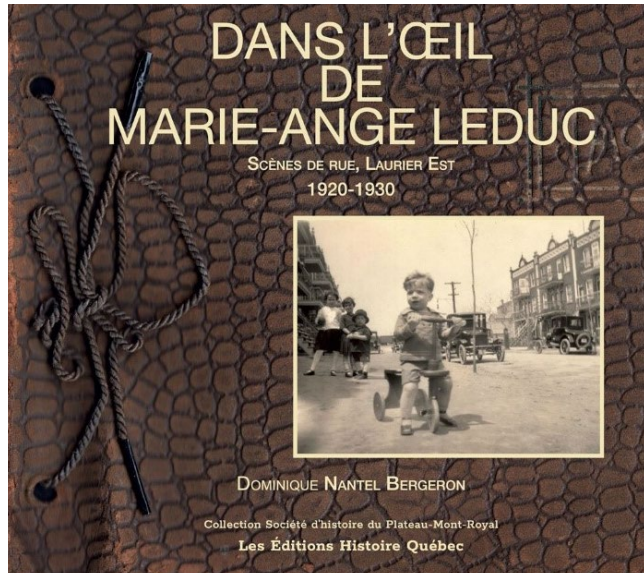
Gabriel Deschambault

MARIE-ANGE LEDUC, UNE « PHOTO DOCUMENTARTE » AVANT LA LETTRE !

Au cours de l'année 2023 nos amis qui fréquentent notre blogue ont pu suivre l'épopée tranquille de Marie-Ange Leduc qui a documenté la vie quotidienne de sa famille avec sa petite caméra. Elle a capté les jours de sa petite tribu dans le coin de Laurier, Fabre, Saint-Grégoire ; au nord-est du Plateau. Cela a offert une collection de photographies uniques qui témoigne de la vie au début du siècle dernier (1920-1930).

C'est sa petite-fille, Dominique Nantel Bergeron qui a retrouvé ces riches archives et qui a décidé de les publier sur notre blogue, avant d'en faire un livre afin de les préserver sur papier. « Dans *l'œil de Marie-Ange Leduc* » un nouvel opus dans les éditions de la SHP, cette fois en collaboration avec la Fédération Histoire Québec.

L'ouvrage est actuellement disponible au centre de documentation de la Société d'histoire du Plateau Mont-Royal, ouvert le mardi au 4450, rue Saint-Hubert, local 419.



UN SUPPORT APPRÉCIÉ DE LA PART DE NOTRE ARRONDISSEMENT

Dernièrement, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a décidé d'aider notre Société en lui réservant une somme de dix mille dollars afin de supporter la réalisation de

sa mission envers les citoyen.ne.s du quartier. Notre arrondissement nous encourage bien sûr depuis plusieurs années mais cette aide, maintenant reconnue, nous permettra de souffler un peu. Nous nous engageons en conséquence à assurer et à poursuivre notre prestation de services habituels, avec entre autres nos balades historiques dans le Plateau ; nos conférences à la Maison de la culture et le support offert aux citoyens avec notre Centre de documentation et d'archives.

Nous sommes absolument heureux de cette décision qui reconnaît la mission de la SHP.

UNE ŒUVRE D'ART ET DE BONTÉ !

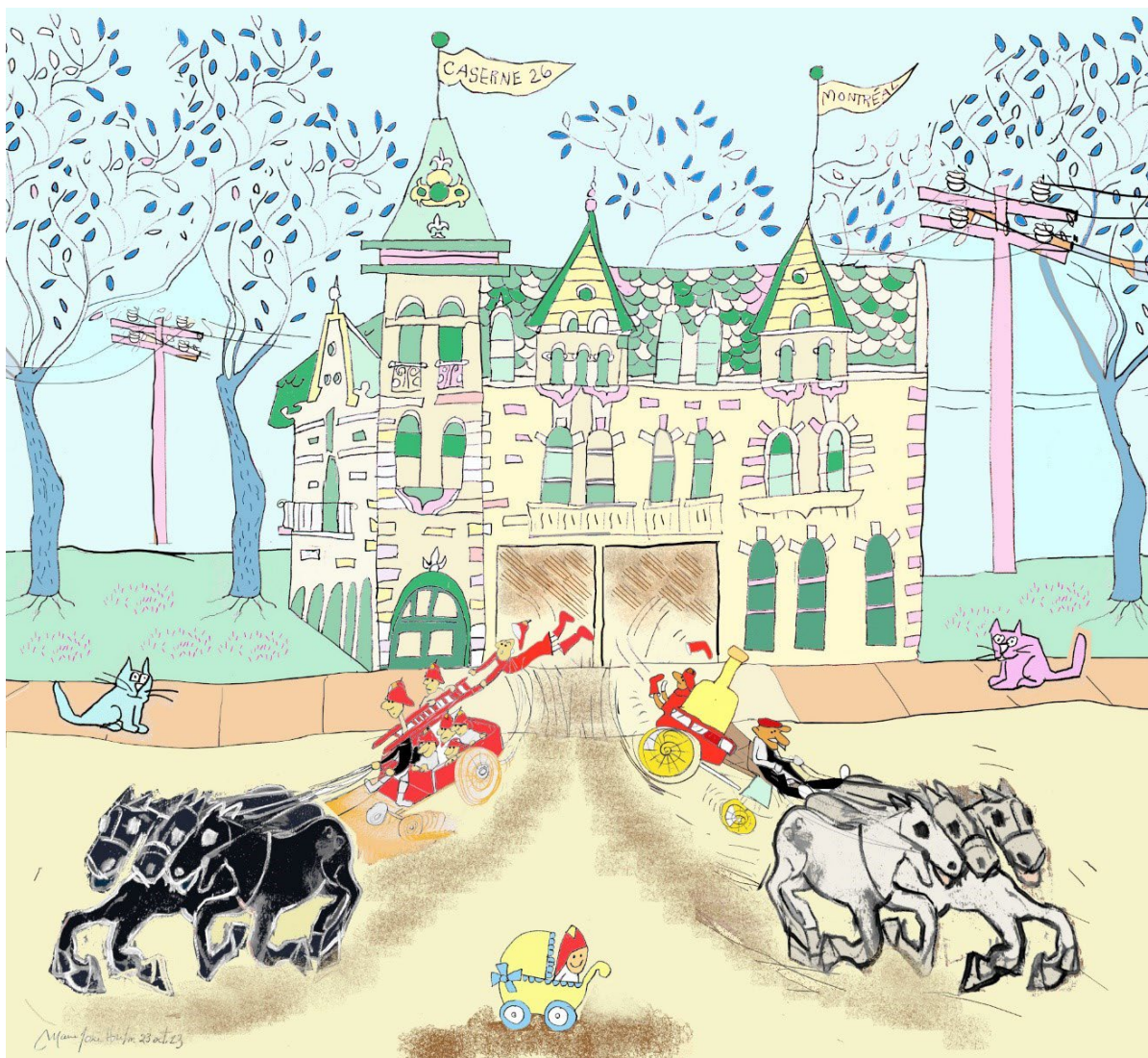
Les récents travaux de réaménagement de l'Avenue des Pins ont permis d'offrir aux Montréalais un paysage unique et de grande qualité. L'avenue, auparavant plutôt terne et bétonnée, présente maintenant un visage vert et magnifique.

Une œuvre d'art rendant hommage au travail et au dévouement des infirmières est venue ajouter de la beauté dans cet environnement à proximité du site de l'Hôtel-Dieu et du Royal Victoria.

L'œuvre « Notre souffle par-delà » est réalisée par les artistes Véronique La Perrière M. et Fiona Annis du collectif *La société des archives affectives*. Elle est constituée de 3 ensembles de bronze qui symbolisent l'hospitalité, la transmission et le soin. Cette œuvre en hommage à la profession infirmière fait partie intégrante de la nouvelle place publique créée lors du réaménagement de l'avenue des Pins.



HÔTEL DE VILLE DE DE LORIMIER



Encore une fois, Marie-Josée Hudon nous brosse un tableau humoristique mettant en vedette des pompiers pressés et un bel ancien hôtel de ville, d'une petite ville de banlieue. À cette autre époque, la « Maison municipale » regroupe souvent les élus, les fonctionnaires, les pompiers, les policiers et même parfois des infirmières. Mais pourquoi les équipages se dirigent-ils dans des directions opposées? Un feu rue Papineau et un autre rue d'Iberville? C'est ce qui arrive quand on est une petite ville dynamique et entreprenante: tout le monde travaille fort sur l'ensemble du territoire et ça fait parfois des étincelles. Nos héros annoncent ainsi la réussite de cette belle ville de De Lorimier.

Gabriel Deschambault



*Tableau de Marie-Josée Hudon,
artiste portraitiste et fondatrice du*

Musée
des Grands Québécois
Une autre forme de mémoire
www.mdgq.ca



Gabriel Deschambault
Vice-président de la SHP

ÉDITORIAL DE LORIMIER

Avec ce numéro de notre bulletin consacré à l'histoire de la ville De Lorimier, nous complétons le portrait des villages et des villes qui ont jeté les bases du Plateau-Mont-Royal tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Il ne nous restera qu'à traiter de la partie sud de l'arrondissement; celle qui se trouve sur le territoire de la Ville de Montréal depuis 1792, au moment où Montréal a déplacé sa frontière nord sur une ligne aux environs de Duluth ou de Rachel. Cela fera l'objet d'un bulletin au cours de l'an prochain.

Créée en 1895 et annexée à Montréal en 1909, la ville de De Lorimier aura eu une existence brève. Pleine d'ambition, ce sera, à l'instar des petites villes voisines, les difficultés financières qui auront raison de son objectif.

Tout d'abord, notre nouveau collaborateur, Michel Tanguay, qui a œuvré à l'arrondissement du Plateau pendant plusieurs années, nous brosse un tableau du développement de la ville et nous parle de son urbanisation; de l'offre commerciale qu'on y retrouve; ainsi que de sa structure d'emploi.

Justin Bur, qui analyse souvent la situation des grandes familles et grands propriétaires fonciers, nous offre un portrait de la famille Lionais dont les membres étaient les principaux responsables du développement immobilier de De Lorimier. Ils ont appris leurs leçons; et comme Pierre Beaubien à Saint-Louis du Mile-End ou Gustave Drolet et Sévère Rivard à Saint-Jean-Baptiste, ils offriront gracieusement au diocèse des terrains pour construire une église paroissiale et ainsi assurer leur développement immobilier dans les bonnes normes sociales de l'époque.

Comme à notre habitude depuis quelques numéros, nous vous offrons dans les pages centrales plusieurs photographies de diverses époques de la Ville. Cela permet de compléter l'information avec certains sujets qui ne sont pas couverts dans les textes réguliers.

Amélie Roy-Bergeron, historienne qui a fait sa maîtrise à l'UQAM avec un mémoire portant justement sur l'histoire de De Lorimier, nous parle de l'Hôtel de Ville. Elle nous présente la volonté des élus de se doter d'un bâtiment municipal polyvalent et de son échéancier de construction assez surprenant. Vous serez probablement ébahis.

Jean-Claude Robert, professeur émérite en histoire à l'UQAM, nous raconte les péripéties des grands abattoirs de l'Est qui se sont installés à la fin du dix-neuvième siècle sur les terrains à l'est de la rue Frontenac. Cette industrie demeurera à cet endroit jusqu'à sa fermeture à la fin des années 1970. Nourrir Montréal n'est pas simple et faire boucherie est parfois bien compliqué.

Un autre aspect important de ce qui est maintenant le quartier De Lorimier est le grand parc Baldwin qui fait la fierté des résidents.e.s. Ayant longtemps accueilli un champ de course et ayant également logé une carrière dédiée à la production de briques d'argile, son histoire nous est racontée par Huguette Loubert. Elle s'intéresse depuis un bon moment à ce parc et aux diverses fonctions qu'on y retrouvaient au fil du temps.

Je signe l'article suivant avec une explication de la genèse du premier village de De Lorimier, issu de celui de la Côte Visitation et des relations avec les fermiers de la place. Je vous présente aussi des informations sur l'emploi dans De Lorimier et quelques mots sur la chose municipale. La Ville a eu une courte vie mais il s'est brassé quand même pas mal d'affaires à l'est de Papineau.

La chronique habituelle du Centre de documentation et d'archives nous informe de l'existence de documents intéressants sur le thème du présent bulletin, qui sont disponibles au Centre de documentation.

Nous vous souhaitons une bonne lecture!



Nathalie Bandulet
Directrice du Centre de documentation et d'archives de la SHP

RETOUR SUR LA SOIRÉE DE REMISE DES PRIX SHP 2023

Le 2 novembre dernier avait lieu la soirée de remise des prix SHP. Animée par Myriam Wojcik, cet événement cherche à souligner la contribution exceptionnelle de personnes et d'organismes implantés dans le quartier depuis des décennies.



Claudine Shirardin, Lorraine Decelles, présidente de la SHP, Joanne Parmenter, Myriam Wojcik et Suzanne Rousseau

LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU PLATEAU-MONT-ROYAL a l'honneur d'annoncer que le **Prix Rayonnement** a été attribué à **Lamine Touré et Suzanne Rousseau**, cofondateurs du Club Balattou et de Nuits d'Afrique, pour leur contribution à l'enrichissement de la vie culturelle du Plateau depuis plus de 35 ans. Grâce à eux, des milliers de Québécois.ses ont découvert la beauté et la richesse des musiques africaines, antillaises et latines. Le prix a été remis par Monica Freire, autrice-compositrice-interprète d'origine brésilienne.

Le **Prix Engagement** a été décerné à l'organisme **Les Petits Frères** pour souligner le travail extraordinaire qu'il a accompli et la longévité de son engagement. Implanté dans le quartier depuis cinquante-cinq ans, l'organisme a contribué de façon remarquable au mieux-être des aînés isolés. C'est Joanne Parmenter, directrice du territoire Grand Montréal, qui a reçu le prix présenté par Lise Beaudoin, fidèle employée des Petits Frères.

Le **Prix de l'Action bénévole** vise à récompenser l'implication exceptionnelle de **Claudine Schirardin** et de

ses collègues à la vie communautaire du Mile End. Les réalisations impressionnantes du Comité des citoyens du Mile End, fondé il y a plus de 40 ans, ont permis d'enrichir la vie de quartier tout en protégeant des lieux importants, qu'ils soient patrimoniaux comme le Rialto, ou communautaires tels les ateliers d'artistes. Le prix a été remis par Richard Ryan, consultant expert sur les enjeux de l'habitation abordable.

La Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal est aussi très fière d'avoir participé au lancement du dernier ouvrage de **Dominique Nantel Bergeron** «*Dans l'œil de Marie-Ange Leduc - Scènes de rue, Laurier Est 1920-1930*», publié aux Éditions Histoire Québec, dans la collection Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal. On y retrouve de nombreuses photos prises par la grand-mère de Dominique dans des rues du quartier et pour lesquelles l'autrice a réalisé de nombreuses recherches. La préface est signée par l'historienne Andrée Lévesque et la 4^e de couverture par nul autre que Dany Laferrière. Le livre est disponible au Centre de documentation et d'archives de la SHP.

Pour clôturer la soirée en beauté, **Mônica Freire** nous a fait l'honneur d'interpréter quelques chansons de son répertoire.

La SHP souhaite souligner la présence de **Marie Sterlin**, conseillère dans le district Mile End et responsable du dossier de la culture, qui est venue nous annoncer une excellente nouvelle : notre société obtiendra un financement récurrent, ce dont on rêve depuis notre fondation il y a 17 ans. Merci à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Un grand merci également à tous nos membres présents à l'événement, à nos invités, à nos collaborateurs et partenaires qui soutiennent notre mission. À votre façon, vous contribuez à enrichir la vie de notre quartier et c'est précieux.



Joanne Parmenter



Suzanne Rousseau et Lamine Touré



Claudine Schirardin



Marie Sterlin



Dominique Nantel Bergeron



Mônica Freire



Michel Tanguay, membre de la SHP

HISTORIQUE DE DÉVELOPPEMENT DU VILLAGE DE LORIMIER

D'ABORD intégré au village de la Côte-Visitation en 1871, le village De Lorimier, délimité par l'avenue Papineau et les rues des Carrières et D'Iberville, au nord de Montréal (rue Rachel), devient une municipalité distincte en 1895. De tous les villages à l'origine du Plateau, il aura l'existence la plus courte, soit moins de 15 ans avant son annexion par Montréal en mai 1909.

L'URBANISATION

À vocation agricole, jusqu'au 19^e siècle, l'est du Plateau accueille ses premières constructions vers 1810, avec l'ouverture du chemin Papineau, et connaît un début d'urbanisation à partir de 1842.

Le village de la Visitation commence à se développer vers 1880, avec l'aménagement de voies de circulation, comme les avenues Papineau, De Lorimier, des Érables et la rue Parthenais, et il connaît son plus grand développement à la création du village De Lorimier.

En 1895, la municipalité compte 500 personnes, et pour favoriser l'accroissement de sa population, les îlots situés de part et d'autre de l'avenue De Lorimier sont entièrement lotis pour la construction résidentielle. La population de De Lorimier passera ainsi de 2 257 personnes, en 1904, à plus de 8000 personnes au moment de son annexion à Montréal en 1909.

Le village, qui deviendra le quartier De Lorimier, connaîtra son boom de construction de 1904 à 1914, avec le triplex comme typologie architecturale dominante.

L'OFFRE COMMERCIALE

En 1895, le village De Lorimier comprend trois épiceries, trois «hôtels» (débits de boisson), un magasin général et plusieurs petites boucheries et abattoirs. L'interdiction d'abattre des bêtes à Montréal explique la présence de ces établissements.

Les petits commerces se diversifient et, en 1904, on retrouve des boulangeries, boucheries, confiseries,

quincailleries, épiceries, magasins généraux, restaurants et hôtels, mais aussi une pharmacie, un agent d'immeubles, une buanderie dite «chinoise», une maison de chambres ainsi que le marché Bourque, situé dans la rue Rachel près D'Iberville, où l'on peut s'approvisionner en viande fraîche et même acheter des bêtes vivantes. Nommé plus tard le marché Roy, celui-ci n'obtiendra jamais les autorisations pour devenir un véritable marché public.

En 1908, un an avant l'annexion à Montréal, on recense 71 commerces, soit : 18 épiceries (le quart de l'offre commerciale), 14 marchands ou magasins, huit entrepreneurs, huit ateliers d'artisans (forgeron, cordonnier, sellier, tailleur), quatre barbiers, quatre boucheries, quatre hôtels/restaurants, trois buanderies, trois boulangeries/confiseries, deux agents d'immeubles, deux pharmacies et une banque, la Banque canadienne de commerce, coin Rachel et De Lorimier. Une deuxième institution bancaire, la banque d'Hochelaga, s'installera au cours de l'année sur Mont-Royal, à l'angle de De Lorimier.

LES ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES

Au moment de sa création, De Lorimier compte une petite manufacture de machineries agricoles, la *Jeffrey Bros*, ainsi qu'une fabrique de clôtures, la *Montreal Woven Wire Fence Co*. Près des limites du village, on retrouve aussi la briqueterie *Bulmer & Sheppard*, au sud de la rue Sherbrooke, ainsi que les Abattoirs de l'Est, sur Frontenac à la hauteur de Marie-Anne.

En 1899, le conseil municipal souhaite attirer les entreprises en leur offrant des avantages financiers, comme le font déjà certaines banlieues. Un premier règlement est voté afin d'octroyer 10 000 \$ à un manufacturier de chaussures pour qu'il s'établisse dans la municipalité, mais les électeurs-proprétaires s'y opposeront.

En 1900, une succursale de la *St Lawrence Sugar Refining Co* s'installe dans la rue Rachel, à l'est de l'actuelle rue Parthenais. Celle-ci profite de sa proximité avec les Abattoirs de l'Est pour en récupérer les os et ensuite les

brûler, afin d'en faire du charbon d'os, aussi appelé « noir animal », qui permet de blanchir le sucre. La population s'oppose, sans succès, à l'établissement de cette usine en raison des mauvaises odeurs liées à ses activités. Les nuisances dureront jusqu'à sa fermeture, en 1920.

En 1901, ce sont les résidents et les propriétaires qui demandent au conseil municipal d'adopter des mesures pour favoriser l'arrivée d'une nouvelle entreprise. La manufacture de bottes et chaussures *The James McCready & Co* se voit octroyer, à certaines conditions, une exemption de taxes pour 25 ans et un bonus de 16 000 \$ à l'ouverture. Le contrat comprend plusieurs clauses visant à assurer la pérennité de l'usine, comme un engagement à employer une majorité d'ouvriers de De Lorimier et à maintenir les opérations au moins 10 ans. L'usine ouvrira le 7 janvier 1903, sur l'avenue du Mont-Royal, entre Messier et Fullum.

Celle-ci respectera le contrat et recevra même un bonus additionnel de 10 000 \$.

De 1902 à 1904, les Ateliers Angus du Canadien Pacifique se construisent, des rues Frontenac à Bourbonnière. Même s'ils sont situés à l'extérieur des limites de la municipalité, leur proximité, à distance de marche, exerce un pouvoir attractif tant pour les résidents de De Lorimier que pour les ménages qui viennent s'établir dans le village.

En 1907, la population revient auprès du conseil municipal pour demander l'octroi d'un bonus à la *Heney Carriage & Harness Limited*, une compagnie de fabrication de voitures et harnais. La manufacture commence ses activités en 1909 dans la rue Masson, entre De Lorimier et Bordeaux, et elle recevra un bonus de 12 000 \$ ainsi qu'une exemption de taxes de 20 ans.



Au moment de son annexion à Montréal en 1909, pour cause d'endettement, le village De Lorimier compte près d'une dizaine de lieux industriels ou de fabrication, dont quelques carrières, mais le secteur ne s'industrialisera véritablement qu'à partir de la Première Guerre Mondiale.

Sources :

ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL, Secteur d'emplois du Plateau Est – Historique de développement, janvier 2015

BUR, Justin et al., Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal, Écosociété, 2017

ROY-BERGERON, Amélie, Une banlieue tout à fait « fashionable » : le village De Lorimier, 1895-1909, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, octobre 2018

VALLÉE, Bernard, Des bottes pour faire avancer De Lorimier, Bulletin de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal, Été 2023, Vol.18, no 2

Montréal, dans Rand McNally & Co's indexed atlas of the world, 1893, réimpression de 1898 (BANQ)



Justin Bur,
membre de la SHP et de Mémoire du Mile End

LA FAMILLE LIONAIS, PROMOTEURS IMMOBILIERS

QUAND on discute de la vente de lots à bâtir à De Lorimier, on ne peut pas éviter de mentionner la famille Lionais. Deux frères, Charles et Alfred, ainsi que leur neveu Henri, font la promotion de l'avenue De Lorimier et des rues de chaque côté, de Bordeaux et Chaussé (avenue des Érables). C'est leur famille qui a eu l'idée de planter assez tôt une rangée d'arbres de chaque côté de ces rues, ce qui leur a donné belle allure pendant la période de construction rapide après 1895. Mais l'histoire commence bien avant...

Hardoin Bossu dit Lionais (1808–1892) est né à Berthier-en-Haut (Berthierville), fils d'un cordonnier. En 1835 à Montréal il épouse Henriette Moreau (1813–1874), fille d'un tonnelier de Québec. Henriette a un frère, Pierre (1805–1880), avocat, qui participera aux premiers pas d'Hardoin dans l'immobilier. Joseph-Édouard Guilbault (le bien connu jardinier et botaniste) et son épouse Sophie Labbé déménagent en 1840 en haut de la rue de la Visitation. Leur terre est grande mais les paiements annuels sont onéreux. En échange de la plus grande partie de la propriété, Moreau et Lionais s'occupent dès 1842 des versements annuels. Ils pensaient sûrement pouvoir mettre la terre en valeur et faire un profit. La tournure a dû quand même être une belle surprise.

Fin 1844, aux élections présidentielles américaines, le candidat gagnant James K. Polk affirme qu'il est prêt à faire la guerre contre les Britanniques pour assurer la souveraineté américaine sur tout le district de Colombie, un territoire partagé sur la côte du Pacifique. C'est la période du « manifest destiny », de la mainmise américaine sur le continent tout entier. En réponse, la garnison britannique au Canada est renforcée. À Montréal, donc, début 1845, les officiers de l'artillerie britannique assemblent des terres pour l'établissement d'un terrain d'exercices militaires, aujourd'hui le parc La Fontaine. La moitié du terrain est achetée de la famille Logan ; l'autre moitié, à l'ouest, est acquise d'une douzaine de petits propriétaires, dont Pierre Moreau et Hardoin Lionais. Ils reçoivent plus que trois fois leur prix d'achat, leur donnant un profit d'environ £900.¹

L'année suivante, en 1846, Hardoin Lionais trouve une autre terre à bon prix. Le lotissement de part et d'autre de la rue Cadieux (De Bullion), entre Sherbrooke et Mont-Royal, appartenait à la famille du notaire Jean-Marie Cadieux dit Courville, mort en 1827 (voir article page 22). C'était l'un des tout premiers lotissements du futur Plateau (1818) et un échec commercial retentissant. Les héritiers de Cadieux, sa veuve Marguerite Roy et leurs quatre enfants, ont ensuite mal géré la propriété, laissant un dense chassé-croisé d'hypothèques. En plus, les lieux étaient délabrés. Hardoin Lionais voit l'occasion d'y mettre de l'ordre et de faire un profit, ce qu'il réussira à long terme. Il fera néanmoins faillite en 1848 – par la suite, toutes ses propriétés immobilières seront détenues au nom de son épouse Henriette Moreau, séparée quant aux biens par leur contrat de mariage. L'investissement prend de la valeur après le grand incendie de 1852, à la suite duquel le « village Cadieux » émerge sur les lots vendus par Lionais ; ce village sera incorporé en 1861 sous le nom de Saint-Jean-Baptiste. Lionais devient prospère, au prix de sa tranquillité : en 1856, il est poursuivi pour fraude concernant la transaction de 1846. L'affaire finit devant le Comité judiciaire du Conseil privé en 1874 à Londres. Lionais est confirmé dans ses droits (même si les commentaires des justices sur les agissements de toutes les parties sont sévères). Une petite rue à Saint-Jean-Baptiste reçoit alors le nom de Lionais.

Entre-temps, dans la partie est de la municipalité de la paroisse de Montréal², Hardoin Lionais acquiert en 1864 une grande partie de la ferme Johnson³, une terre large de 4 arpents dans l'axe de la future avenue De Lorimier. Avec son expérience, Lionais sait sûrement qu'il va devoir attendre quelque temps avant de voir poindre l'urbanisation. En attendant, il fait planter des arbres le long de l'avenue De Lorimier et des rues voisines. Ensuite, il s'y construit une maison en 1869, au 4060 avenue De Lorimier (adresse du 20^e siècle), qu'il habite jusqu'en 1885. Cette maison sera occupée par l'hôpital Sainte-Justine de 1908 à 1914. Les Sœurs de la Providence l'utilisent ensuite comme école, jusqu'en 1960. Elle est alors démolie.

J.-D.-Édouard Lionais, fils d'Hardoin, construit vers 1870 une autre maison semblable, à côté au 4100, qui sera habitée par la famille jusqu'en 1894. Celle-ci deviendra aussi une institution d'enseignement au 20^e siècle. Elle est citée immeuble patrimonial par la Ville de Montréal en 1989 (sous un nom erroné !) et elle est restaurée en 2010-2011. Elle existe encore aujourd'hui.

En 1875, quelques mois après le décès d'Henriette, Hardoin Lionais donne à l'évêque de Montréal un terrain, rue Rachel à l'intersection de la rue de Bordeaux, pour la construction de la moitié est de l'église de l'Immaculée-Conception. Les voisins à l'ouest complètent le don. Il ne sera construit qu'un sous-bassement à cet emplacement.⁴

Les Lionais participent à d'autres lotissements dans différentes parties de la banlieue montréalais dans ces années. Ils ont des difficultés à partir de 1879, plusieurs propriétés étant saisies, mais la bonne fortune reviendra.

Hardoin Lionais décède le 28 octobre 1892. Ses fils et petit-fils prennent la relève comme promoteurs – et éditeurs, car Alfred et Henri seront aux commandes du journal *Le prix courant* entre août 1893 et décembre 1909. En même temps, ils auront le privilège de faire fructifier l'investissement familial par la vente de lots pour une grande partie du village De Lorimier.



La maison Lionais-Moreau au 4060 avenue De Lorimier, à l'époque de son occupation par l'hôpital Sainte-Justine. (Archives du CHU Sainte-Justine via l'Encyclopédie du MEM)



La maison J.-D.-É. Lionais au 4100 avenue De Lorimier. (Bernard Vallée, 2016)

1. Ils ne sont pas les seuls à en profiter : "In 1845 the price of land bordering Logan's Farm soared as it became known that the military intended to purchase the property for a new military cantonment. The original amount of £10,000 laid down by the military to purchase the 70 acres was far from sufficient, and a further £21,444 had to be requested". Senior, Elinor. 1974. «The British Garrison in Montreal in the 1840's». *Journal of the Society for Army Historical Research* 52 (210) : 11127.
La menace américaine s'estompera (pour le moment) avec la signature du traité de l'Oregon en juin 1846.
2. La partie qui deviendra le village de Côte-Visitation en 1870, puis De Lorimier en 1895.
3. Sir John Johnson (1741-1830), loyaliste, fils du surintendant des affaires Indiennes sir William Johnson (1715-1774).
4. En 1883, les Jésuites acceptent la tâche d'y établir une paroisse, érigée en 1887 sous le nom de Saint-Grégoire-le-Thaumaturge (le nom Immaculée-Conception sera restauré en 1910). L'église qu'on connaît aujourd'hui est construite entre 1895 et 1898 sur un nouvel emplacement à l'ouest, au coin des rues Rachel et Pineau.

DE LORIMIER EN IMAGES

Gabriel Deschambault



Cet imposant bâtiment, à l'angle de l'avenue du Mont-Royal et de la rue Parthenais est à l'origine l'*Hôtel De Lorimier*. Construit en 1912, il sera exploité comme hôtel pendant une trentaine d'années. Il offre 25 chambres aux visiteurs, souvent des représentants de commerce visitant l'avenue du Mont-Royal, qui s'en trouvent fort contents, les autres hôtels étant fort éloignés. En 1926, il deviendra le *Palace Hôtel*, auquel Michel Tremblay ré-*f*ère dans sa littérature.

Source : Carte postale / collection de Paul Trépanier



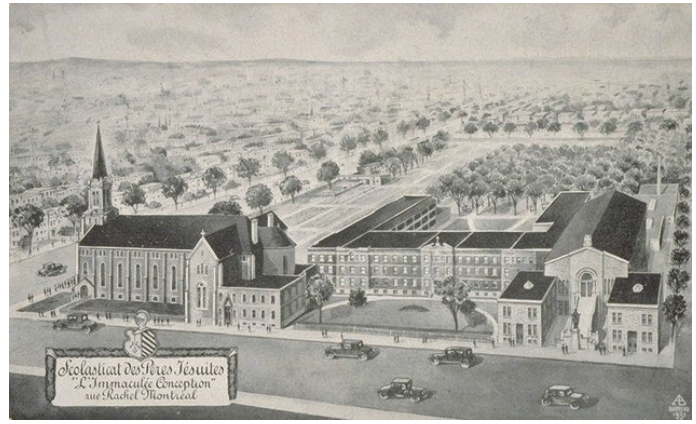
VITE! VITE! Les Montréalais nous attendent pour aller travailler. L'immense remise des tramways, angle Fullum et Mont-Royal, accueille les voitures desservant les grands secteurs de l'Est. C'est un ballet incessant de toutes les lignes qui sortent du garage pour se diriger vers leurs secteurs respectifs. L'arrivée du tramway électrique, en 1892, permettra le rapide développement de Montréal, mais surtout celui de ses banlieues. Construite en 1915 et familièrement appelée la *remise des p'tits chars*, c'est justement à cet endroit que le dernier tramway montréalais a terminé sa course finale. C'était le dimanche 30 août 1959.

Source : Archives de la STM



Voici les ancêtres de nos CLSC modernes. Le réseau des gouttes de lait a démarré à Montréal en 1910 afin de fournir un lait convenable aux familles pauvres et d'offrir aux mamans des conseils en matière d'hygiène et de soins pour les nouveaux-nés. L'un des tout premiers, celui de Sainte-Justine, se trouvait dans un rez-de-chaussée de l'avenue De Lorimier, à proximité de l'hôpital. On voit sur la photographie des enfants venir chercher du lait au dispensaire. Plus tard, l'installation va gagner l'ancien hôtel de ville pour s'installer au-dessus de la caserne des pompiers. Pour tout savoir sur les gouttes de lait :

<https://www.erudit.org/fr/revues/haf/1996-v50-n1-haf2368/305488ar.pdf>



Dans cette photo exceptionnelle (à gauche) nous voyons au premier plan le début de la construction de l'église de l'Immaculée-Conception en 1895 angle Rachel et Papineau. À l'arrière plan, on peut voir le Scolasticat construit par les Jésuites offrant la formation aux futurs prêtres. C'est en 1875 que la famille Lionais offre des terrains à Mgr Bourget afin d'y ériger une église et favoriser ainsi le développement du quartier. La construction est retardée par la grande crise économique et ce n'est qu'en 1883 que le diocèse demandera aux Jésuites d'initier la paroisse de Saint-Grégoire-le-Thaumaturge. Ils acceptent à condition de pouvoir construire aussi leur scolasticat et amorcent la construction de l'église angle Bordeaux. La construction sera abandonnée à cause des mauvaises conditions du sol et la construction de l'église se déplaça plutôt angle Papineau. La crypte déjà sortie de terre deviendra la chapelle du Sacré-Cœur et la paroisse reprendra le nom d'Immaculée-Conception en 1910. L'autre illustration nous montre l'ensemble du « campus » et l'importance des terrains détenus par les Jésuites. Le Scolasticat et la chapelle seront démolis en 1967 afin d'installer la Polyvalente Jeanne-Mance.

Sources : archives de la famille Renaud et BAnQ

Dès le départ, le paysage de De Lorimier a été vanté comme un lieu magnifiquement arboré, conférant une grande qualité aux rues de la petite ville. Il faut savoir que la famille Lionais avait planifié des plantations sur plusieurs rues du futur quartier et ce, même avant 1870, comme on peut le voir sur le plan militaire. L'arrivée de la crise économique de 1873 viendra stopper le développement pendant plusieurs années. Quand la construction reprendra, les perspectives d'arbres seront devenues majestueuses et la beauté de ces nouvelles rues sera le meilleur argument de vente.

Source : BAnQ



Avenue du Mont-Royal et Cartier, au temps des Années Folles. Les petites maisonnettes, à droite sont toujours debout et la photographie nous offre ici un clin d'œil de l'atmosphère des années trente dans le quartier De Lorimier. Il est difficile de dater leur construction mais on peut avancer qu'elles ont été construites vers 1900. L'emplacement du pensionnat Mont-Royal fait étalage de ses beaux arbres ; sans savoir que tout cela deviendra un beau parc après la disparition du couvent dans les années 1970.

Source : Archives Ville de Montréal





Amélie Roy-Bergeron,
membre de la SHP

DE L'HÔTEL DE VILLE À LA CASERNE NO°26

EN juin 1900, les conseillers municipaux du village de De Lorimier en ont assez de se réunir dans la salle paroissiale de l'église Immaculée-Conception où ils tiennent leurs rencontres depuis la constitution du village en janvier 1895. Si cela convenait dans les premières années d'existence de la municipalité, de nouveaux besoins émergent au tournant du siècle dans cette localité en pleine expansion ! D'une part, le Conseil municipal souhaite se doter d'un hôtel de ville, c'est-à-dire d'un endroit où tenir ses assemblées et où installer ses bureaux municipaux pour les employés et d'autre part, il devient nécessaire de mettre sur pied un service de police et d'incendie afin d'assurer la protection de la population grandissante.

Ainsi, le 29 juin 1900, les conseillers municipaux rédigent un règlement d'emprunt afin de permettre la réalisation de plusieurs travaux nécessaires, la municipalité étant « dans une période de progrès ». Parmi ces travaux, on retrouve l'ouverture de certaines rues, la construction d'un « édifice public devant servir de poste de police et de pompier et d'hôtel-de-ville » et l'achat « d'appareils pour combattre les incendies ». L'emprunt est confirmé le 25 juillet 1900 alors qu'une majorité de citoyens vote en sa faveur.

L'année suivante, au printemps 1901, les conseillers municipaux reçoivent une proposition d'échange de terrains de la part d'Alfred et Henri Lionais, d'importants propriétaires fonciers du village. Ces derniers offrent à la municipalité leur terrain sur l'avenue Mont-Royal, entre les rues Chaussé (des Érables) et Parthenais, contre celui au coin des avenues De Lorimier et Mont-Royal et une réduction du montant dû par la corporation municipale aux Lionais. La proposition est acceptée par les conseillers, qui choisissent ainsi de construire l'hôtel de ville sur l'avenue Mont-Royal au coin de la rue Chaussé (des Érables), en retrait de l'avenue De Lorimier.

Rapidement, un appel d'offres est lancé pour la conception du bâtiment. Bien qu'on souhaite que l'édifice abrite

autant les bureaux municipaux que les services de police et d'incendie, il est prévu dès ce moment qu'il sera utilisé principalement comme caserne au moment de l'annexion – déjà évoquée vue la proximité géographique – à la Ville de Montréal.

Les plans du bâtiment sont réalisés par les architectes Bernard & Paris et J. O. A. Laforest, l'ingénieur municipal. Ces derniers ont dessiné un édifice majestueux et représentatif des aspirations de grandeur qu'avaient les conseillers municipaux pour leur municipalité, malgré son emplacement plus discret, en retrait des axes de circulation principaux. Le bâtiment se trouve tout de même sur l'avenue Mont-Royal, le nouveau pôle de développement de la municipalité, au cœur de sa vie commerciale. L'appel d'offres pour les entrepreneurs chargés de réaliser le projet est remporté le 4 juin 1901 par Mercure & Leblanc, une compagnie établie dans De Lorimier et qui emploie plusieurs ouvriers du village également.

Les travaux débutent le 3 juillet suivant. Tout au long de l'été et de l'automne 1901, de nombreux ouvriers s'activent afin que prenne forme le majestueux bâtiment en briques et en pierres grises qui sont extraites des carrières à proximité.

Le 9 décembre 1901, les conseillers municipaux de De Lorimier ont le plaisir de tenir leur première rencontre dans leur tout nouvel hôtel de ville, qui sera officiellement achevé quelques semaines plus tard, à la fin du mois de décembre. C'est donc dire que le fameux hôtel de ville de De Lorimier a été construit en moins de 6 mois !

L'été suivant, le département de police de De Lorimier est créé et s'installe dans le bâtiment municipal. En plus des bureaux, on retrouve aussi un logement pour le chef de police. À l'arrière du bâtiment, on aménage un enclos municipal où sont gardées les bêtes errant dans les rues du village. Elles sont rendues à leur propriétaire moyennant certains frais : 1 \$ pour les étalons et taureaux ; 0,50 \$ pour les cochons, 0,25 \$ pour les chevaux et 0,05 \$ pour les volailles !

Pour chaque étalon, taureau, veau ou bélier	---	---	---	---	\$ 1.00 ^e
" " cochon	---	---	---	---	0.50
" " cheval hongre, Jument, bœuf, vache	---	---	---	---	0.25
" " poulin, pouliche, veau ou chèvre	---	---	---	---	0.20
" " mouton	---	---	---	---	0.10
" " oie, canard, dindé ou autre volaille	---	---	---	---	0.05

Extrait du Règlement no°25, Fonds Village De Lorimier (P4), Archives de Montréal.

Enfin, c'est en 1903 que le service d'incendie s'intègre au bâtiment avec l'acquisition du premier véhicule pour combattre les sinistres. Rapidement, les pompiers remarquent que le bâtiment n'est pas tout à fait au point pour les usages prévus et demandent que la tour, où l'on suspend les boyaux afin de les faire sécher, située à l'arrière des bâtiments, soit rehaussée d'une quinzaine de pieds.

En 1909, le village de De Lorimier est annexé à la Ville de Montréal. Comme prévu, l'hôtel de ville devient officiellement la caserne no°26. En 1931, la tour à boyaux, qui avait été surélevée en 1903, doit être démolie en raison de faiblesses structurales. Une nouvelle tour d'angle est reconstruite, moins haute et sans ouvertures.

Un incendie causé par un appareil de cuisson alimentaire endommage de façon importante la caserne en 1999. En 2015, la caserne no°26 montre plusieurs signes de vétusté et doit être rénovée en profondeur. Au fil des travaux, des dommages structuraux apparaissent et forcent le démontage complet du bâtiment. Au terme d'une saga ayant duré plusieurs années, l'ancien hôtel de ville de De Lorimier reprend forme en 2023. Les pierres d'origine sont réinstallées sur la façade, et le troisième étage devrait héberger un centre culturel axé sur la littérature. Le bâtiment public retrouve donc une vocation multifonctionnelle près de 125 ans après sa construction !



Hôtel de ville et caserne de De Lorimier
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Collection Michel Bazinet, 3-28-c.



Caserne no°26 avant sa reconstruction, Ville de Montréal.

LES ABATTOIRS DE L'EST



Jean-Claude Robert,
Historien, Professeur émérite à l'UQAM et membre de la SHP

PENDANT presque un siècle, l'avenue du Mont-Royal débouche, à son extrémité est, sur les vastes terrains des abattoirs, qui longent la voie ferrée du Canadien Pacifique. Le débarcadère, les cours à bestiaux, les étables et les hangars, voisinent les bâtiments des abattoirs, qui sont à la hauteur de la rue Marie-Anne.

Les grands abattoirs ne sont pas situés sur le territoire du village De Lorimier, mais ils dominent malgré tout sa vie politique municipale dès ses débuts. En 1881, la Ville de Montréal oblige tous les bouchers opérant dans ses limites à cesser d'abattre des animaux sur leur propriété et à devoir utiliser exclusivement deux abattoirs publics, l'un prévu à l'est, sur le territoire d'Hochelaga, qui ouvre en décembre 1881 et l'autre, à l'ouest. Les bouchers montréalais acceptent mal cette obligation et cherchent à se relocaliser ailleurs. Au moment de sa création en 1895, le village De Lorimier constatera que d'ores et déjà de nombreux récalcitrants se sont installés sur son territoire et continuent à faire l'abattage dans des installations de fortune, comme d'anciennes écuries ou étables. Le bras de fer qui s'ensuit empoisonne la vie politique de De Lorimier dès le départ et nuit gravement à ses finances, à cause du coût des poursuites judiciaires. La situation se résorbe vers 1900, durant le mandat du dernier maire du village, Christophe Messier¹.

Le problème naît avec l'accélération de l'urbanisation montréalaise après 1850. Les épidémies de la première moitié du siècle ont montré l'importance des réseaux d'aqueduc et d'égouts et, d'une manière générale, la nécessité d'un encadrement sanitaire. Montréal doit régler plusieurs questions, dont celui de l'approvisionnement en viande. D'après un journal, la ville compte, autour de 1880, une centaine d'abattoirs privés fonctionnant dans des lieux mal adaptés aux exigences sanitaires et qui rejettent leurs déchets solides et liquides sans contrôle.

On demandait des abattoirs centralisés et surtout supervisés par des inspecteurs depuis les années 1860 et, au tournant de la décennie suivante, la ville décide d'implanter

deux abattoirs publics. Après avoir prospecté divers lieux, dont les anciennes installations militaires britanniques à Hochelaga, vacantes depuis le retrait des troupes en 1870, on retient, pour la partie est, le projet de deux entrepreneurs, l'hôtelier Henry Hogan et le marchand Édouard Beaufort. Propriétaires en 1874 de la ferme Gale, une terre immense de 662 arpents située à la bordure ouest du village d'Hochelaga, ils avaient vendu une emprise ferroviaire au chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental (QMOO), racheté en 1882 par le Canadien Pacifique. Hogan et Beaufort obtiennent une exemption de taxe du village d'Hochelaga et créent, en 1880, la Compagnie des abattoirs de Montréal. Dans le comité de direction, on retrouve deux notables, l'ancien zouave Gustave A. Drolet et Joseph Barsalou. Mais l'exploitation des abattoirs est peu rentable et la compagnie fait l'objet d'une saisie en 1882. La ville reprend les abattoirs en 1885 et crée une nouvelle entité, l'Union des abattoirs de Montréal, en exploitation jusqu'à sa faillite en 1925. Une nouvelle entreprise, Eastern Abattoirs Ltd, reprend par la suite les installations et le contrat avec le Canadien Pacifique.

Le fonctionnement des abattoirs suscite régulièrement des plaintes, surtout à cause des odeurs nauséabondes inhérentes au traitement des carcasses d'animaux. En plus des bêtes abattues pour la viande, les abattoirs de l'Est sont dans l'obligation de recueillir les animaux morts dans la ville. En 1917, on ramasse dans les rues entre 10 et 15 chevaux par jour! Le cheval continue de jouer un rôle dans la vie urbaine et ce, jusqu'aux années 1950. Les abattoirs disposent des restes animaux en les faisant bouillir pour en extraire les graisses et les autres résidus utilisés comme engrais. Le fondoir est donc pointé du doigt, si bien qu'on enjoint la compagnie de le fermer en 1919, mais en 1927, elle exerce des pressions pour en réinstaller un. La municipalité reçoit toujours des plaintes et dépêche régulièrement un inspecteur pour faire le tour du quartier. Mais le problème perdure et aussi tard qu'en 1965, des citoyennes dénoncent les odeurs qui sourdent des bouches d'égout des rues avoisinantes.

1. Roy-Bergeron, Amélie. *Une banlieue tout à fait fashionable*: le Village De Lorimier, 1895-1909. Mémoire de maîtrise (histoire) UQAM, 2018 :115-149.

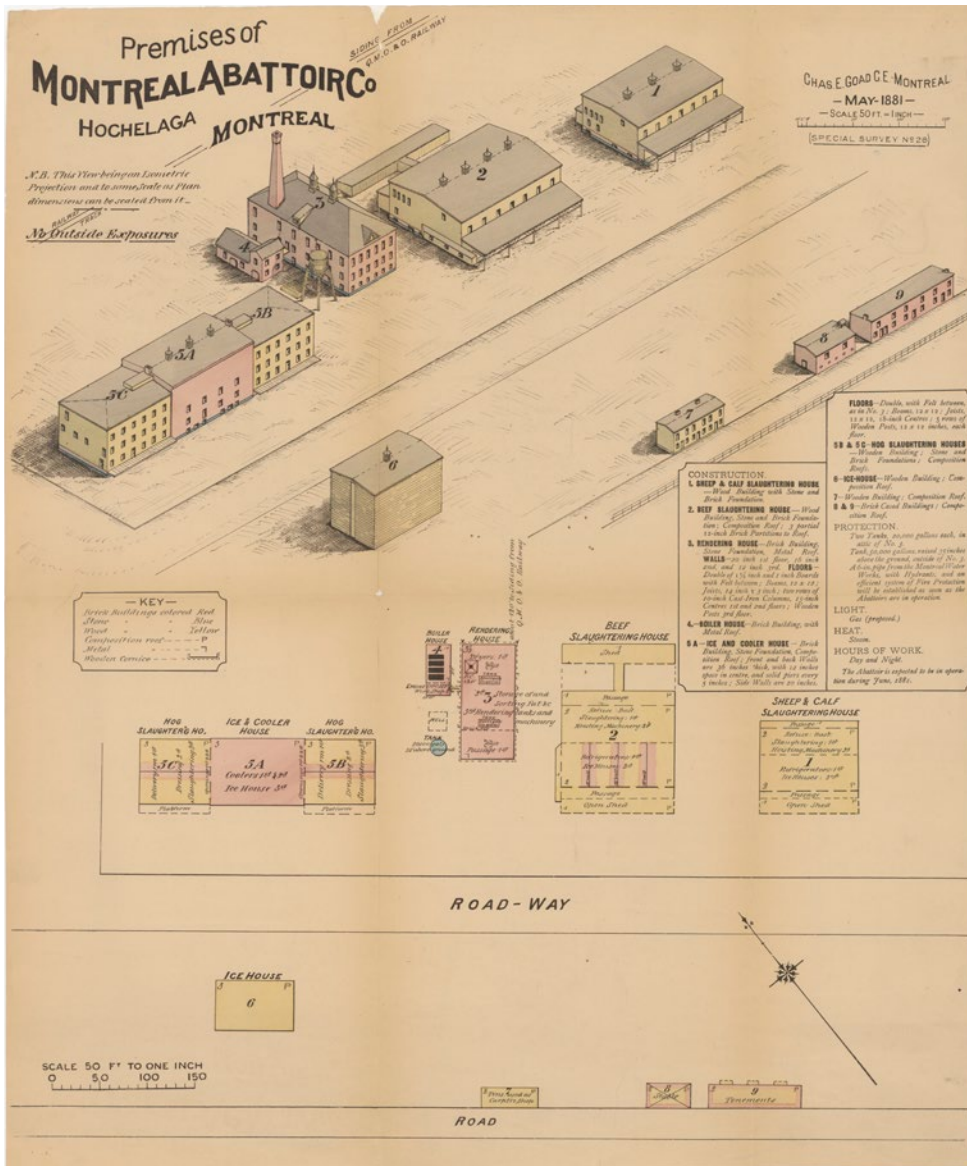
Les incendies sont un autre sujet d'inquiétude, surtout avec le peuplement du quartier. Les abattoirs sont flanqués de cours à bestiaux, dont les étables et les hangars sont en bois et où il y a de la paille en quantité, ce qui crée un risque élevé d'incendie, sans oublier les odeurs, car l'entretien laisse à désirer. Entre 1918 et 1954, on compte sept incendies, sans oublier une première conflagration qui détruit tout en 1897.

Les abattoirs donnent de l'emploi directement à quelque deux à trois cents travailleurs. Vers 1907, les abattoirs traitent 1 000 bœufs par semaine, 1 500 veaux et moutons et 150 porcs. Ils attirent également une grappe de petites entreprises qui utilisent les sous-produits animaux. Ainsi on retrouve des salaisons, une fabrique de chandelles,

une de colle, des grossistes en peaux, en équipements de boucherie, etc.

Les abattoirs de l'Est sont rachetés en 1955 par un homme d'affaires de Québec, Maurice Lemelin, qui s'entend avec la Coopérative fédérée de Québec pour y installer sa filiale des Viandes Legrade. La Coopérative achète le tout en 1959. Toutefois devant la chute de la rentabilité, qui plombe son bilan, elle ferme les abattoirs en 1972 et transfère les opérations à Victoriaville. Quelque 130 à 150 employés sont touchés. Les conditions du marché de la viande se transforment durant les années 1960, alors que l'abattage des bêtes se fait dorénavant près du lieu de production et que les pièces de viande prédécoupées et emballées sous vide sont

expédiées par wagons frigorifiques. En 1973, la compagnie Palmont Packers rachète les installations et emploie plus d'une centaine de travailleurs. Toutefois, elle a des difficultés, notamment avec une saisie de viande avariée en 1977. Les installations sont lourdement endommagées dans deux incendies, dont un d'origine douteuse, en 1977 et en 1978. C'est la fin des opérations d'abattage. En 1982, la Ville de Montréal acquiert le site pour créer le parc industriel Iberville-Mont-Royal et en 1983, le Journal de Montréal achète une partie du terrain pour construire ses locaux de la rue Frontenac, inaugurés en 1985.



Les premiers bâtiments de Montreal Abattoir Co. en 1881; compagnie qui deviendra plus tard les Grands abattoirs de l'Est. Source : Chas. E. Goad 1881 BANQ



Huguette Loubert,
membre du CA de la SHP

LE PARC BALDWIN

UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE

LE Parc Baldwin, d'une superficie de 18 acres, est maintenant plus que centenaire. Au sud de la rue Rachel jusqu'à la rue Sherbrooke, plusieurs terrains, dont celui de la briqueterie désaffectée au tournant du siècle, ont été comblés avec des résidus d'incinérateurs, de fumier et d'ordures ménagères. La ville de Montréal achète ces terrains de 1905 à 1907 et les place, en 1908, sous le contrôle de la Commission des Parcs afin que le Surintendant puisse surveiller les travaux de nivellement qui devraient être faits sur ces terrains dans le but de les convertir en Parc public. (Adoption par le Conseil le 22 juin 1908). C'était la base du parc Baldwin.

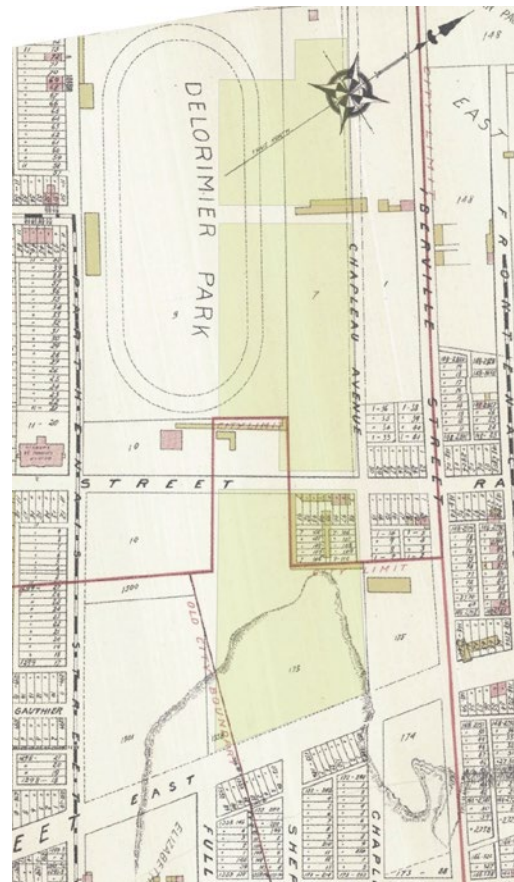
Au nord de la rue Rachel, une partie de ces terrains appartient au village de De Lorimier. Ils ont été achetés et regroupés par le maire Christophe Messier entre 1906 et 1908, juste avant l'annexion du village à la ville de Montréal en 1909, ce qui a permis au maire de réaliser un très bon profit... Une section, près de la rue Marie-Anne et de la rue Chapleau, appartenait déjà à la ville de Montréal qui en avait fait l'achat en 1893, dans le but d'y construire un incinérateur.

AGRICULTURE ET BRIQUETERIE

Au XIX^e siècle, au nord de la rue Rachel, le territoire agricole qui deviendra le village de De Lorimier faisait partie du village de Côte-Visitation. Mais au sud de la rue Rachel, entre les rues Fullum et Chapleau, en territoire de la ville de Montréal, était exploitée une carrière d'argile de la briqueterie Bulmer & Sheppard, inscrite dans l'annuaire Mackay en 1861. En 1863, dans un rapport de la Commission géologique du Canada dirigée par William Logan, il est fait mention de trouvailles d'ossements dans la glaise de cette carrière. Les propriétaires Henry Bulmer et Charles Sheppard ont fait breveter, en 1871, une presse à brique automatique fonctionnant à la vapeur ou à l'eau, qui a connu un vif succès. Avec ses 150 employés, la briqueterie produisait environ 10 millions de briques annuellement et concurrençait la pierre grise, présente dans les faubourgs et banlieues de Montréal.

ASSEMBLAGE DE TERRAINS

De 1901 à 1907, les terrains au nord-ouest du parc sont en partie occupés par la piste de course de la Montreal Driving Club (voir la carte) appelée parc De Lorimier. En 1909, la moitié environ du terrain de course sera intégrée au parc auquel on donnera, la même année, le nom de Baldwin en mémoire de Robert Baldwin. Rappelons que Baldwin était le chef des réformistes du Haut-Canada qui, après la rébellion de 1837-1838, a établi le principe d'un gouvernement responsable avec son ami et co-premier ministre du Canada-Uni, Louis-Hippolyte La Fontaine.



*Emplacement du futur parc Baldwin montrant les limites de la carrière de glaise de la briqueterie chevauchant la rue Sherbrooke.
Atlas Pinsoneault, Archives ville de Montréal, 1907.*

UN NOYAU INSTITUTIONNEL

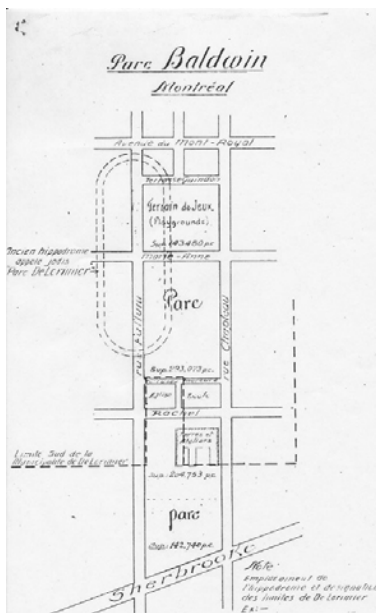
Une église de desserte est construite dans le parc en 1909, près des rues Rachel et Fullum, créant un début de noyau institutionnel, même si la paroisse Saint-Louis-de-Gonzague ne sera érigée canoniquement qu'en 1926. La crypte de l'église, construite peu après et surmontée d'un clocheton, restera dans l'état jusqu'à la construction d'une nouvelle église et la rénovation du presbytère, en 1956. Une école complétera le noyau en 1931. Elle sera fréquentée, entre autres, par Jean-Paul Riopelle, peintre de renommée internationale.

AMÉNAGEMENT DU PARC

Dès 1911, la ville de Montréal poursuit l'aménagement du site au sud de la rue Rachel, avec le nivellement du terrain et la plantation d'arbres ainsi que la construction de serres et d'ateliers municipaux. Les cinq grandes serres du parc Baldwin, d'une superficie d'environ 18 300 pieds carrés, produisaient des arbres et une grande variété de fleurs destinés à l'embellissement des autres parcs de Montréal.



Chalet du parc Baldwin. Archives ville de Montréal.



Archives ville de Montréal



PROJETS AMBITIEUX

La tentation a été grande, pendant des décennies, d'utiliser des parcelles du parc à des fins autres que celles dévolues habituellement à un parc. Mentionnons le projet d'un arsenal pour le régiment de Maisonneuve, ou encore celui d'un centre musical canadien parrainé par l'abbé Gadbois de la Bonne Chanson. Heureusement, aucun de ces projets ne sera réalisé.

En se promenant dans les allées du magnifique parc Baldwin, on pourra se souvenir de tous les événements et difficultés qui ont marqué sa création et qui auraient pu nuire à sa vocation première.

Vue aérienne du parc Baldwin au sud de la rue Rachel. Les serres occupent un grand emplacement où sera bâti le Centre d'accueil Armand Lavergne. Archives ville de Montréal, 1954

Les serres du parc Mont-Royal fermeront en 1942 et celles du Parc La Fontaine serviront de salles d'exposition. Des couches chaudes s'ajoutaient à chaque printemps. Elles étaient recouvertes de 350 châssis pour une superficie de 6 300 pieds carrés. Quatre jardiniers y travaillaient ainsi que des aides-jardiniers dont le nombre variait de quatre à douze, selon les saisons. Le Jardin botanique prendra la relève quelques décennies plus tard. Ce secteur, occupé auparavant par les serres, servira à la construction en 1983 du centre d'accueil Armand Lavergne.

En 1913, la ville de Montréal légifère sur le développement immobilier des pourtours du parc, le rendant ainsi plus harmonieux et homogène. Au cours des années 20, les rues donnant sur le parc seront tracées, ainsi que celles qui le traversent. Ainsi naîtront les terrasses Guindon et Mercure, et la rue Marie-Anne. Cette dernière sera transformée en sentier et en aire de repos en juillet 2012. Les deux terrasses ont depuis été réaménagées pour optimiser le verdissement et la sécurité.

Le chalet du parc sera construit comme une vespasienne en 1931, dans le cadre de programmes municipaux pour lutter contre le chômage. Transformé en chalet en 1964, il a été complètement rénové au cours des dernières années. La piscine datant de 1964 sera fermée en 2011 en raison de l'affaissement du terrain de l'ancienne carrière de glaise remblayée. Elle sera reconstruite d'ici peu au nord de l'ancienne rue Marie-Anne, dans l'aire de jeux dont le premier aménagement remonte à 1928. L'ancien emplacement de la piscine accueillera des terrains de soccer. La contamination du sol par des métaux lourds avait déjà provoqué la fermeture des jardins communautaires en 2006. Depuis, la culture se fait en bacs.

DE LORIMIER :

UN VILLAGE, UNE VILLE ET UN QUARTIER

Gabriel Deschambault

DE LORIMIER est le petit dernier des quatre villages originaux composant l'actuel territoire du Plateau-Mont-Royal. Créé en 1895, il sera annexé à Montréal en 1909. Dans sa courte vie de 14 ans il aura, malgré tout, su faire preuve de dynamisme, de créativité et surtout d'efficacité dans la gestion de la chose publique.

À la fin de ce dix-neuvième siècle, Montréal continue de développer son statut de métropole canadienne et l'industrialisation s'y développe à pleine vapeur, continuant de réclamer son lot d'immigration travaillante. Ce sont toutes ces nouvelles populations qui viendront garnir les rues de ces jeunes banlieues qui poussent tout autour du noyau de la ville. Après Côte-Saint-Louis, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Louis du Mile End, c'est maintenant au tour du territoire de Côte-Visitation - futur De Lorimier - de recevoir ce mouvement de la population « montréalaise ».

Il est intéressant de rappeler que tous ces villages sont issus du plus vaste territoire de la paroisse de Montréal, qui entoure littéralement le vieux noyau de la ville de Montréal de 1792. Les subdivisions ultérieures de ce vaste territoire créeront les grands secteurs montréalais originaux, avec entre autres Côte Saint-Louis, Hochelaga, Côte Sainte-Catherine, Côte des Neiges, Côte Saint-Luc, Verdun, Saint-Henri, Côte Saint-Antoine, et bien sûr Côte Visitation.

Peu à peu, le territoire plutôt rural de Côte-Visitation va donc voir sa population augmenter et ces « nouveaux urbains » finiront par exiger des services municipaux à la hauteur de ceux que l'on retrouve ailleurs. Comme Côte-Visitation n'aurait d'autre choix que de se tourner vers la taxation des valeurs foncières pour financer ces projets, cela ne fait pas le bonheur des fermiers qui sont de grands propriétaires fonciers et qui ne souhaitent pas faire eux-mêmes les frais de ce développement.

Fins finauds, ils se tournent de bord et réclament de scinder le territoire actuel du village en proposant de créer celui de la Petite Côte au nord, qui deviendra plus tard Rosemont, et en abandonnant la partie sud du territoire,

qui deviendra le village De Lorimier. Nous sommes en 1895. Voilà qui est fait !

UN NOUVEL UNIVERS D'EMPLOI

Au tournant du siècle, l'industrialisation montréalaise passe à une autre étape. Originellement tributaire de l'énergie hydraulique du canal Lachine, les industries peuvent maintenant compter avec l'arrivée d'un nouveau « pouvoir », celui de l'électricité. Elles peuvent dorénavant se disperser davantage sur le territoire de l'île. Pour De Lorimier, cela se traduira par un potentiel d'emploi important avec l'arrivée de gros joueurs comme l'usine McCready en 1903 et les usines Angus à proximité en 1904. C'est une structure industrielle solide qui s'installe, avec un très très bon potentiel d'emplois. C'est très invitant de venir y demeurer.

Dix ans après sa création, on retrouve dans les annuaires du village beaucoup de journaliers et de gens des métiers de la construction. Cela peut s'expliquer par le fait que le territoire est toujours en plein développement et que la construction y est très active. Les ouvriers préférant demeurer près de leur travail, on retrouve donc beaucoup de ces menuisiers, charpentiers, maçons, plâtriers et peintres dans les rues de De Lorimier. Également, les logements qu'on y trouve sont plus grands, de meilleure qualité et à meilleur marché que dans les « vieux » quartiers. Le déploiement du tramway électrique à partir de 1892 sera bien sûr un catalyseur du développement de ces petites villes de banlieues. Les liens de transport en commun permettent de se rabattre sur la vieille ville assez facilement, ce qui fait de De Lorimier un lieu d'habitat tout à fait correct. C'est une belle banlieue !

D'ailleurs, en 1904, on dit que le quart des travailleurs de De Lorimier sont chez McCready et Angus. Quarante pour cent des résidents travaillent dans le quartier.

LES RÉALITÉS URBANISTIQUE ET POLITIQUE

On a aussi vu, ailleurs dans le bulletin, que la famille Lionais s'était largement investie dans la mise en place de la structure de base de la petite municipalité. Il y a déjà plus de trente-cinq ans qu'Hardoin Lionais et son épouse ont acquis des terrains de part et d'autre de l'avenue De Lorimier. Ils ont alors planté des arbres dans les secteurs de lotissement des futures rues du quartier. C'est la pause obligée par les deux grandes crises économiques des années 1873 et 1893 (3 à 5 ans chaque fois), qui fera en sorte que ces arbres seront à maturité au moment du retour à la normalité, ce qui entraînera la construction d'habitations dans des rues maintenant magnifiques. Comme ce fut le cas aussi dans les autres villages du Plateau, la famille Lionais offre des terrains aux responsables religieux afin de permettre la construction d'une église et la constitution éventuelle d'une paroisse, afin de consolider le développement du territoire.

Malgré le fait que l'emploi se consolide dans le village et que le développement spatial s'élabore sur une base continue, les premières années de De Lorimier ne se déroulent pas nécessairement sans heurts. On a parlé du règlement interdisant les abattoirs privés et de la présence persistante de plusieurs de ces bouchers récalcitrants (une vingtaine). Cela forcera la jeune municipalité à s'engager dans un bras de fer avec eux. Le premier maire, Antonin Chabot, devra canaliser ses énergies sur le règlement de ce dossier et multiplier les poursuites en engageant des dépenses judiciaires équivalentes au quart des ressources financières de

la municipalité. Cela n'est pas viable et empêche le village d'investir adéquatement dans son développement.

Il faudra attendre l'administration du maire Christophe Messier en 1899 pour finalement arriver à un accord avec les bouchers et mettre un terme à ce dossier. Messier demeurera maire jusqu'à l'annexion. Son administration sera efficace, intègre et sera entre autres marquée, outre ce profitable règlement du dossier des abattoirs, par l'établissement d'une sereine et efficace collaboration des conseillers (on dit que les premières années furent un peu tumultueuses) et finalement par une très habile gestion du complexe dossier de l'eau. Mais ça, ce sont d'autres histoires à raconter.

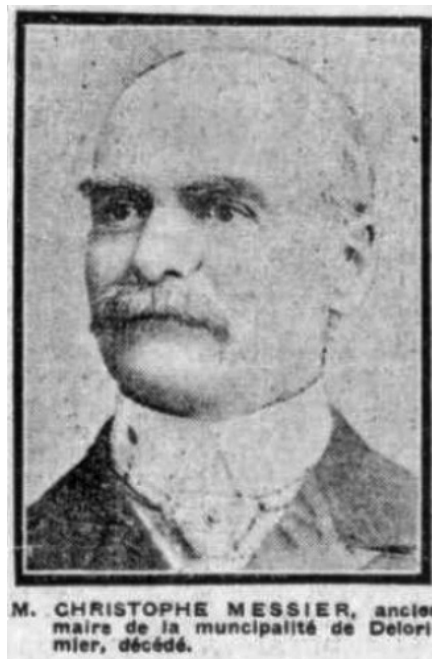
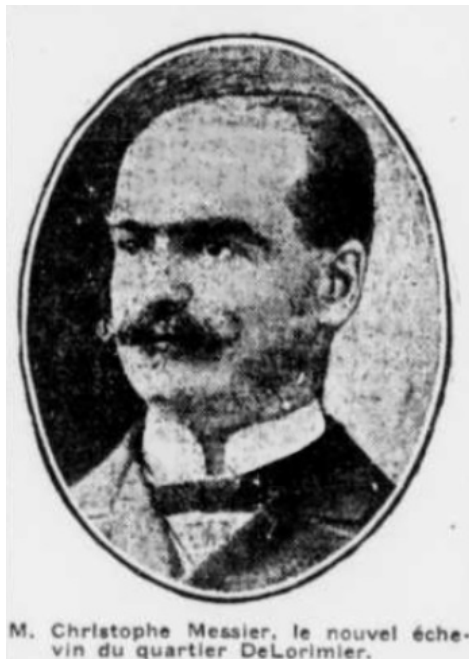
L'aventure de De Lorimier aura été brève mais ce fut une belle aventure : une aventure qui nous aura laissé un quartier de belle qualité.

Remarque :

Vous pouvez aussi jeter un coup d'œil sur un autre document résumant l'histoire de De Lorimier : <https://lhpm.uqam.ca/wp-content/uploads/2017/02/village-de-lorimier.pdf>

La photo de gauche montre l'ancien maire Christophe Messier à une date de parution en 1899 (mais elle serait antérieure de quelques années) et celle de droite au moment de son décès en 1915.

Sources : journal *La Patrie BAnQ*





Huguette Loubert,
membre du CA de la SHP

CHRONIQUE DU CENTRE
DE DOCUMENTATION ET D'ARCHIVES

LE QUATRIÈME ET DERNIER VILLAGE DU PLATEAU

CE bulletin complète la série consacrée aux quatre villages fondateurs du Plateau. Le dernier de ces villages, De Lorimier, malgré son peu d'années d'existence, a connu des années mouvementées, comme vous avez pu le voir dans les articles précédents.

ARCHIVES DE DE LORIMIER

On peut trouver, aux archives de Montréal, les documents concernant cette municipalité et les procès-verbaux des réunions du conseil, parfois houleuses. Une historienne et collaboratrice de la SHP, Amélie Roy-Bergeron, les a fouillés dans le cadre de son mémoire de maîtrise en histoire : *Une banlieue tout à fait fashionable : Le village De Lorimier*. Il s'agit d'une étude exceptionnelle sur ce village devenu ville, avant son annexion à la Ville de Montréal.

Vous pouvez le consulter au Centre de documentation, mais il est aussi disponible en ligne : <https://archipel.uqam.ca/12141/1/M15817.PDF>

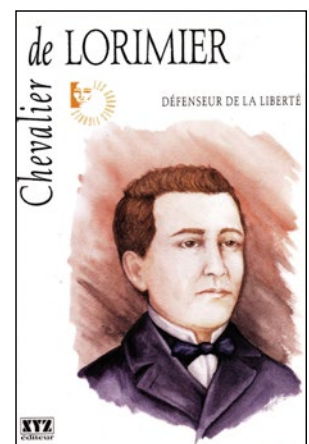
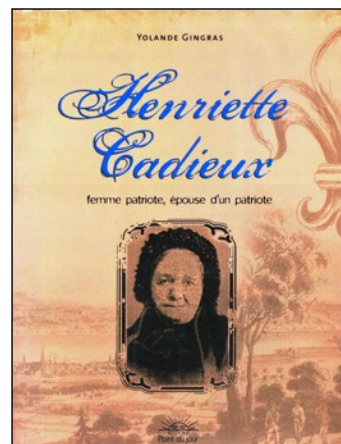
PAROISSE DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION

Toujours au Centre de documentation, on peut également trouver des documents concernant la paroisse de l'Immaculée-Conception, dont les limites dépassent celles de De Lorimier. Parmi eux, le *Journal souvenir du centenaire* (1897-1997) ainsi que celui du centenaire de la Caisse Populaire de l'Immaculée-Conception (1909-2009). Aussi, deux études qui sont fort intéressantes : *Pratiques religieuses et vie paroissiale en milieu urbain de 1910 à 1940 : La paroisse de l'Immaculée-Conception* par Jean-Christian Aubry (UDM), et *L'Église et les loisirs : Le rôle du Centre Immaculée-Conception (1951-1999)* par Jacques Trudel (UQAM). Ou encore un document de Gabriel Deschambault sur la paroisse disparue de Saint-Dominic, qui desservait des paroissiens anglophones, principalement d'origine écossaise et irlandaise du quartier. Cette paroisse fondée en 1912 fut transférée en 1990 à la paroisse Saint-Casimir, dont les livres seront fermés en 2008.

Pour ceux qui s'intéressent à la généalogie, le répertoire des mariages de l'Immaculée-Conception pourrait être utile et, pour réveiller les souvenirs de ceux qui ont fréquenté le Centre Immaculée-Conception, je propose *L'œuvre du père Marcel de la Sablonnière – le Centre Immaculée-Conception*, par Huguette Deom.

QUI ÉTAIT DE LORIMIER ?

Pour en savoir davantage sur De Lorimier, dont la toponymie honore la mémoire, deux ouvrages sont disponibles. Le premier, *Chevalier de Lorimier, défenseur de la liberté* par Élise Bouthillier, chez XYZ éditeur : on y commente les événements entourant les dernières années et jours de la vie de Chevalier de Lorimier, ce grand patriote exécuté en 1839. L'autre ouvrage est la biographie de son épouse : *Henriette Cadieux, femme patriote, épouse patriote* de Yolande Gingras, aux Éditions Point du Jour. Cette monographie fort bien documentée nous fait découvrir l'histoire méconnue de cette femme et celle de sa famille par alliance. On doit à la succession du notaire Jean-Marie Cadieux, son père, et de Marguerite Roy, sa mère, le lotissement de la rue Cadieux datant de 1818 – l'actuelle rue de Bullion - sur l'ancien fief La Gauchetière, ainsi que les noms de rues rattachés à sa famille : Roy, Rachel et Napoléon. Bonne lecture !



DES NOUVELLES DE VOS ÉLU.E.S D'ARRONDISSEMENT



Des opérations de déneigement plus silencieuses

Dans le cadre d'un projet-pilote de chargement de la neige sans avertissement sonore, la zone nord-est du territoire (au nord de l'avenue Mont-Royal, entre les rues Saint-André et Montgomery) sera plongée dans le silence cet hiver.

Partout ailleurs dans l'arrondissement, le chant des sirènes se fera entendre seulement entre 7 h et 20 h. Pour ne pas retarder les opérations, fiez-vous à la signalisation et téléchargez l'application Info-Neige.

Entre deux tempêtes, profitez de nos sentiers de ski de fonds aux parcs La Fontaine et Jeanne-Mance



Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

201 Avenue Laurier E, Montréal, QC H2T 3E6



Luc Rabouin
Maire d'arrondissement
pmr.bureau dumaire@montreal.ca
514 872-8023 #8



Marie Plourde
Conseillère de ville
Mile-End
marie.plourde@montreal.ca
514 872-8023 #2



Alex Norris
Conseiller de ville
Jeanne-Mance
alex.norris@montreal.ca
514 872-8023 #4



Marianne Giguère
Conseillère de ville
De Lorimier
marianne.giguere@montreal.ca
514 872-8023 #7



Marie Sterlin
Conseillère d'arrondissement
Mile-End
marie.sterlin@montreal.ca
514 872-8023 #3



Maeva Vilain
Conseillère d'arrondissement
Jeanne-Mance
maeva.vilain@montreal.ca
514 872-8023 #5



Laurence Parent
Conseillère d'arrondissement
De Lorimier
laurence.parent@montreal.ca
514 872-8023 #6

UN TÉMOIGNAGE UNIQUE

Cet ouvrage est un témoignage unique illustrant l'histoire d'une famille à travers dix ans de photos dans un quartier du Plateau Mont-Royal. Ces photos ont été choisies parmi plus d'un millier contenues dans une valise ancienne bien rangée dans le fond d'une armoire.

Bien souvent et c'est dommage, ce genre de photos se retrouve entre les mains de membres de la famille ou d'étrangers qui en ignorent la valeur ou les détruisent parce qu'ils ne peuvent identifier les personnes photographiées. Cette fois, cette valise est arrivée dans celles de Dominique Nantel Bergeron qui a entrepris une véritable enquête pour les identifier, les situer dans le temps et les lieux, tout en reconstituant l'histoire de sa famille.

Une entreprise de longue haleine faites de recherches, de rencontres et de croisements de souvenirs pour en arriver à cet ouvrage admirable qui s'adresse à tous ceux et celles qui ont la curiosité de découvrir une histoire qui pourrait être la leur, aussi bien que celle du développement du quartier.



En vente au Centre de documentation et d'archives 25 \$



Quand nous étions plus jeunes, le temps des fêtes était l'occasion parfaite pour demander au Père Noël de penser à nous.

Mais, comme nous ne croyons plus depuis quelques années à l'existence du bon vieillard, nous avons un petit problème. Nous avons donc pensé qu'en nous tournant vers vous, nos souhaits pourraient peut-être quand même trouver une oreille bienveillante.

Alors, si jamais vous avez un surplus dans vos cadeaux de Noël, vous pourriez toujours choisir un sapin chez nous, sous lequel le déposer.

Nous avons le sapin du *fonds de fonctionnement* ; celui du *fonds des archives* ; et celui du *fonds Richard Ouellet*, qui souhaite avant tout valoriser la qualité de votre bulletin.

Vous pouvez cliquer sur notre site à l'adresse : <https://histoireplateau.org/faire-un-don/>